

Dans l'attente de son nouveau PDG, EDF vit un étrange entre-deux

Elsa Bembaron

Luc Rémont, limogé par l'Élysée, assure ses fonctions de PDG en attendant la nomination officielle de son successeur, Bernard Fontana.

La vacance du pouvoir n'est pas la meilleure façon d'accélérer, comme l'a montré l'expérience de la dissolution de l'Assemblée. Emmanuel Macron a pris le parti de limoger Luc Rémont, PDG de l'électricien, le 21 mars, annonçant dans la foulée le nom de son successeur, Bernard Fontana, l'actuel PDG de Framatome, une filiale de l'énergéticien. Tout semblait en place pour une passation de pouvoirs rapide. Las. Au moins six semaines seront nécessaires à cette transition. De quoi semer le trouble dans les équipes.

Un conseil d'administration s'est tenu ce mardi pour préparer l'arrivée aux manettes de Bernard Fontana; mais rien ne peut être formellement acté tant qu'il n'a pas été auditionné par les commissions économiques du Sénat et de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 13 de la Constitution. Ce qui sera fait le 30 avril. Les élus devraient voter le jour même et mettre fin au suspense, à moins que des considérations plus politiques ne viennent troubler le jeu. Un scénario peu probable à ce jour. L'assemblée générale du groupe programmée le 5 mai actera la nomination du nouveau patron, dont la prise de fonctions pourrait avoir lieu le 6 ou le 7 mai.

Ces semaines d'entre-deux ne sont pas des plus faciles à vivre au sein de

l'entreprise nationalisée. «L'ambiance est étrange. Tous les membres du comité exécutif d'EDF se regardent en chiens de faïence et se demandent lequel est le prochain sur la liste», glisse un observateur. «C'est une période bizarre pour tout le monde. La question, c'est : qui va rester?», ajoute un autre. Et pour cause. Parmi les reproches adressés à Luc Rémont figure le manque de reprise en main de son comex. Contrairement à ce qu'ont pu faire d'autres patrons, il n'a pas procédé à un grand ménage dans le top 10, ni dans le top 300. À peine quelques ajustements ici et là. Or, dans les couloirs du gouvernement, le fonctionnement de l'électricien est régulièrement critiqué : «trop en silo» pour les uns, «trop de baronnies» pour les autres. Des noms circulent.

Pour certains, l'équipe en charge du nouveau nucléaire, dirigée par Xavier Ursat, serait dans le collimateur, alors que le gouvernement estime que le design détaillé des réacteurs aurait dû être finalisé il y a un an. La direction concernée met, elle, en avant «un temps qui n'est pas perdu, mais gagné pour la suite». Comprendre : toute la préparation en amont permettra d'éviter des changements pendant le chantier, changements qui ont été coûteux pour l'EPR de Flamanville. La direction du nouveau nucléaire insiste sur «l'importance du travail d'optimisation des coûts et des délais de construction, qui

permettra de raccourcir la durée du chantier». Mais ce discours, un temps bien compris, ne passe plus auprès de l'exécutif. L'heure est à l'impatience, et non plus à la temporisation.

Pour d'autres, Caroline Chanavas, la directrice des ressources humaines du groupe depuis juillet 2023, serait dans le viseur du gouvernement. En cause, la gestion de la «crise de Cordemais». La CGT a mené fin septembre une action musclée, avec des jets de pétards, dans cette centrale à charbon promise à la

« C'est un patron qui a eu le courage de défendre EDF, ses clients et ses salariés »

Un salarié d'EDF

fermeture. Le directeur de l'usine, qui a depuis quitté ses fonctions, y a perdu 20 % d'audition. Alors que cette proche de Luc Rémont jouait la carte de l'apaisement avec la CGT, Cédric Lewandowski, le directeur de la production nucléaire et thermique, demandait une réponse plus ferme, avec au moins la mise à pied de trois cégétistes. «Luc Rémont a compté les points entre les deux, il était surtout occupé à négocier avec l'État le plan de financement du nouveau nucléaire», raconte un cadre.

Alors quid de Cédric Lewandowski,

finallement désavoué dans cette affaire? La remontée en flèche de la production du parc historique, dont il a la charge, a été saluée par le gouvernement. L'affaire de Cordemais suffirait-elle à ébranler un directeur que beaucoup estiment être «inamovible»? «Ces considérations ne concernent pas les salariés sur le terrain. Nous sommes fatalistes : un PDG chasse l'autre, et, au final, c'est le gouvernement qui décide», tranche un membre du personnel. «Nous continuons à mener nos opérations comme avant. Pour moi, cela ne change rien», corrobore un autre.

En attendant, le groupe vit une période de flottement. Luc Rémont reste aux commandes, toujours soucieux d'assurer sa mission et de maintenir le cap des grands projets. Les salariés en profitent pour lui témoigner leur reconnaissance, via les réseaux sociaux ou des salves d'applaudissements nourris lors de réunions. «C'est un patron qui a eu le courage de défendre EDF, ses clients et ses salariés», témoigne un salarié. Et après? La feuille de route de son successeur semble déjà assez claire. Tous s'attendent à ce que l'accent soit mis sur le programme du nouveau nucléaire français (NNF), comprendre le lancement du chantier de Penly, qui doit accueillir le premier des six EPR 2 voulus par Emmanuel Macron. «Le président de la République veut son premier coup de pelle avant la fin de son

Luc Rémont lors de la présentation des résultats annuels d'EDF, le 17 février 2023, à Paris.

IP3 PRESS/MAXPPP

mandat (2027, NDLR) », grince un autre salarié. Pour y parvenir, il faudrait donc accélérer les prises de décision.

« On aurait préféré quelqu'un issu de l'entreprise », grognent certains, inquiets également de la réputation de «cost killer» de Bernard Fontana. L'ingénieur a beau être à la tête de Framatome, filiale d'EDF depuis 2015, il n'est pas considéré comme étant du sérail. Les premières peaux de banane sont déjà lancées. « On lui doit le couvercle de la cuve de Flamanville, vous savez, celui qu'il faudra changer au bout de dix-huit mois d'exploitation », lance un détracteur, oubliant que le défaut sur la pièce concernée date d'avant l'arrivée de Bernard Fontana chez l'ex-Areva NP. Mais l'urgence est ailleurs. « Son premier boulot, ce sera de boucler le financement du nouveau nucléaire et de trouver un point d'accord sur les tarifs de l'électricité à partir de 2026 », explique un syndicaliste. Ce dernier point était au cœur des récriminations gouvernementales pour justifier l'éviction de Luc Rémont. « Les négociations continuent », rassure-t-on.

D'autres voient en Bernard Fontana «un industriel qui connaît son sujet». Et beaucoup espèrent qu'il aura la carrure pour résister aux injonctions contradictoires d'un gouvernement qui veut à la fois une électricité pas chère et un EDF rentable. «C'est le gouvernement qui le nomme, pour quatre ans. Il devrait avoir les coudées franches pendant son mandat», veut croire un employé. Mais une crainte ressurgit, celle de voir le «projet Hercule», tant décrié dans les années 2019-2021, renaître de ses cendres. À l'époque, il s'agissait de scinder EDF en trois entités : une dévolue au nucléaire et au réseau de transport, une pour la distribution, les activités commerciales et les énergies renouvelables et la troisième pour les barrages hydroélectriques. La principale motivation pour le retour de cette hypothèse est désormais financière. «En faisant entrer des tiers au capital des deux dernières structures, EDF pourrait dégager des fonds pour financer le nucléaire», décrypte un connaisseur du dossier. Une vision qui est loin de faire l'unanimité. «Il ne faut pas mettre tous nos œufs dans le même panier. EDF, c'est "Électricité de France", pas ENF, "Électricité nucléaire de France". Nous avons besoin d'un mix énergétique équilibré, d'une vision systémique pour rester un leader la transition», résume un autre, redoutant que le retour en grâce des «pro-nucléaire» dans la société civile et chez les politiques ne pèse sur les choix stratégiques de l'entreprise, au détriment des renouvelables. ■